

# Analyses 2011



**Quand 32 millions de citoyens veulent  
faire entendre leur(s) voix...**

**Retour sur les élections en  
République Démocratique du Congo**

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Commission Justice et Paix belge francophone asbl  
Rue Maurice Liétart 31/6  
B-1150 Bruxelles Belgique  
Tél. +32 (0) 2 738 08 01  
Fax: +32 (0) 738 08 00  
info@justicepaix.be www.justicepaix.be

Quand 32 millions de citoyens veulent faire entendre leur(s) voix...

### *Retour sur les élections en République démocratique du Congo*

**Le 28 novembre dernier, les Congolais se sont finalement bel et bien rendus aux urnes pour exprimer leur opinion. Au programme : le choix d'un nouveau président de la République ainsi que l'élection de 500 nouveaux députés à l'Assemblée nationale. Malgré le retard engendré lors de la préparation et les nombreuses rumeurs de report de la date du scrutin, le calendrier annoncé par la CENI (Commission électorale nationale indépendante) a donc été respecté. Dans quelles conditions ? Dans quelle ambiance ? De retour de la République Démocratique du Congo où elle a participé à une mission d'observation des élections, la Commission Justice et Paix francophone de Belgique livre ses impressions sur ces élections « hors norme » et met en exergue certains défis auxquels le pays doit maintenant faire face<sup>1</sup>.**

Les chiffres ont de quoi impressionner : 32 024 640 électeurs enrôlés. 11 candidats à l'élection présidentielle. Près de 19 000 aspirants à un des 500 postes de député. Des urnes transparentes hautes d'un mètre pour englober autour de 64 millions de bulletins de vote qui ressemblent parfois à des annuaires téléphoniques. Dans les quatre circonscriptions de Kinshasa, le bulletin des législatives comporte en moyenne 50 pages. Au moins 150 000 isolements en carton. Plus de 63 000 bureaux de vote répartis dans ce pays, grand comme toute l'Europe occidentale, où les routes et les infrastructures sont encore trop rares.

On arrête là avant de risquer l'indigestion ! Mais autant dire que lorsqu'on pose les pieds sur le tarmac de l'aéroport N'djili de Kinshasa avec la casquette d'observateur international, on sait que notre mission est un vrai défi. Il faudra pourtant le relever du mieux possible : la CENI a souhaité la présence d'observateurs internationaux et la population nous apprend très rapidement qu'elle compte sur nous : « Si vous voyez des fraudes, vous devez le dire. On veut des élections transparentes. On veut que le choix du peuple soit respecté. Vous avez l'avenir de 70 millions de Congolais entre les mains ! ». Le ton est donné. Les espoirs que placent les Congolais dans ce scrutin sont énormes. Heureusement, nous ne serons pas seuls. Ce même jeune homme nous rassure : « Je serai aussi un observateur des élections. Je n'ai pas d'accréditation de la CENI, mais je ferai mon observation personnelle ». Tout comme la majorité des électeurs. Ce scrutin est le leur, on ne le leur volera pas, semble-t-il.

#### **Une mission rassemblant sociétés civiles européenne et congolaise**

Les missions d'observation nationales comme internationales des élections sont assez nombreuses. Des chiffres avancent la présence d'un demi-million d'observateurs répartis sur l'ensemble du territoire congolais pour ce double scrutin du 28 novembre.

---

<sup>1</sup> Nous tenons à souligner que cette analyse ne constitue en rien une prise de position de la Commission Justice et Paix en faveur d'un candidat ou d'un autre. Son objectif est de partager des observations de terrain et des réflexions, suite à la mission et aux événements actuels, et d'attirer l'attention sur certains défis à venir.

Justice et Paix a choisi de s'investir dans la mission d'observation organisée par EurAc, le réseau européen pour l'Afrique centrale, conjointement avec le réseau AETA (Agir pour des Élections Transparentes et Apaisées), plateforme de la société civile des ONG de la RDC. Cette mission a déployé près de 12 000 observateurs dont une petite centaine d'internationaux venus principalement du Burundi, du Rwanda, de Grande-Bretagne, des Pays-Bas, d'Espagne, de France et de Belgique. Notre rôle : observer durant quelques jours la fin de la campagne et la préparation du scrutin, le déploiement du matériel, l'état d'esprit ambiant, la mobilisation de la population, les mesures de sécurité, et puis être présent le jour J pour accompagner le processus électoral. Nous sommes là pour soutenir la population, pas pour la juger ; pour comprendre les difficultés auxquelles certains électeurs, membres des bureaux de vote, témoins, etc. font face, mais pas pour leur dire comment faire mieux ; pour constater ensuite les irrégularités et les fraudes s'il y en a, mais aussi pour raconter ce qui a bien fonctionné, pas pour critiquer et démonter platement ces élections, leur organisation, leur déroulement et leurs résultats.

Certaines personnes considèrent ces missions d'observation comme une ingérence de la Communauté internationale. La majorité des Congolais rencontrés ne perçoivent pas notre présence comme telle. Ils souhaitent qu'on raconte, à leurs côtés, ce qu'on a observé afin qu'ils puissent décider si leurs élections sont crédibles et transparentes, si les électeurs ont pu exprimer librement leur choix, si les résultats reflètent la voix du peuple. Tels sont les enjeux démocratiques d'une observation électorale neutre et apolitique comme celle d'EurAc. Le seul intérêt que nous défendons est celui des 70 millions de Congolais et eux seuls choisiront qui défendra au mieux les leurs. Pas nous.

### **« Aujourd'hui c'est Noël, demain c'est Nouvel An ! »**

Nous prenons la direction de Boma, dans le Bas-Congo. Sur la route qui nous y emmène depuis Kinshasa, dans les campagnes, les signes d'un pays en campagne électorale sont rares. Par-ci, par-là, on observe bien l'une ou l'autre affiche ou banderole ainsi que quelques drapeaux à l'effigie de Kabila et du PPRD. Mais rien de plus. Aucun réel engouement visible. Dans les villes, par contre, l'ambiance est différente. Mbanza Ngungu, Matadi et puis Boma semblent vibrer davantage. Au premier coup d'œil, à voir les nombreux drapeaux, parasols, écharpes, tee-shirts à l'effigie de Kabila, on a le sentiment que la Province est acquise à la cause de l'actuel président. En apparence seulement. Kabila est justement dans la région, il inaugure l'un ou l'autre pont, œuvre des 5 chantiers entamés sous sa législature, distribue des cadeaux et donne des meetings où résonnent des chansons enregistrées en son honneur. La population est présente, mais ne montre pas un réel enthousiasme. Et pour cause : de nombreux Bas-Congolais, dans leurs poches, dissimulent leurs photos de Tshisekedi et leur carte de l'UDPS. Il ne faut pas insister énormément pour leur délier la langue : « On veut du changement. Et c'est TshiTshi qui nous l'apportera ». Un autre s'avance encore plus « il est notre Mandela congolais ». Quand on leur demande alors pourquoi ils arborent toutes ces effigies de Kabila, l'un d'eux répond : « Aujourd'hui c'est Noël, Kabila distribue des cadeaux. Mais demain, vous verrez l'ambiance, ça sera le Nouvel An ! ». Leur candidat a en effet prévu de terminer son tour des provinces par une allocution à Boma.

### **Derniers préparatifs**

Loin de cette agitation, les agents de la CENI et les membres des bureaux de vote sont concentrés sur leur tâche. La tension est palpable afin que tout soit prêt le jour J, mais tout le monde semble assez serein. Les nombreux électeurs patientant bruyamment pour obtenir un

duplicata de leur carte d'électeur l'obtiendront en temps voulu, nous soutient-on à l'antenne de la CENI en ville. Le matériel sera déployé partout et dans les délais, les bureaux de Boma et ses alentours ouvriront à 6h, lundi 28 novembre, comme prévu. Notre visite d'une quinzaine de centres de vote installés dans des écoles le long de l'axe routier Boma-Tshela durant les deux journées précédant le scrutin confirme cela. Les CCV, chefs de centres de vote, nous accueillent chaleureusement et nous montrent le matériel : le matériel « non sensible » (urnes, isolements, kits électoraux, etc.) sont arrivés depuis plusieurs jours et les bulletins ont été déposés le vendredi soir. Tous les membres des bureaux de vote ont été formés durant la semaine et des policiers ou agents de sécurité veillent devant les locaux cadenassés enfermant le matériel. Certains sont là depuis plusieurs jours, seuls, sans eau ni nourriture. Ils se plaignent des conditions dans lesquelles ils vivent, mais restent fidèles au poste. Même s'ils sont interdits de vote, ils sont mobilisés par ces élections.

Dimanche, en fin de journée, l'antenne de la CENI à Tshela, dans le District du Bas-Fleuve, à près de 150 km au nord de Boma, est quasiment déserte. Un agent de la CENI continue à imprimer des duplicata pour les électeurs ayant perdu leur carte. Il est près de 18h, est-ce encore utile ? Pour les élections provinciales et les locales qui devraient avoir respectivement lieu en mars 2012 et 2013, nous explique-t-il. En effet, le processus électoral s'étale entre 2011 et 2013. Nous savons également qu'il n'existe aucun document d'identité au Congo. Cette carte est actuellement le seul justificatif d'identité existant. Certains Congolais se sont enrôlés uniquement pour l'obtenir. Le chef de l'antenne nous reçoit dans son bureau. Nous lui faisons part d'un constat : dans la cité de Tshela, aucun centre de vote ne dispose de listes électorales reprenant les noms des électeurs autorisés à voter dans les différents bureaux. Il nous confirme cette information : Kinshasa ne lui a encore envoyé aucune liste, mais il reste en contact avec le bureau central de la CENI et espère les recevoir dans la nuit. Et si elles n'arrivaient pas ? « On se débrouillera, mais la population ira voter demain. C'est sûr ! ». Hormis ce problème, de Boma à Tshela, les écoles et leurs enseignants, transformés pour l'occasion en membres de bureau de vote, sont prêts à recevoir leurs concitoyens.

## **Le Jour J**

Il est 5h30 lorsque nous arrivons à l'école primaire de Nsioni. Des électeurs attendent déjà devant les bureaux de vote ; d'autres cherchent leur nom sur les différentes listes affichées afin de se mettre dans la bonne file. A l'intérieur du bureau E, les cinq membres s'affairent aux derniers préparatifs. Ils sont là depuis 4h au moins. La tension monte un peu, ils cafouillent dans les listes. Le chef du centre de vote vient remettre un peu d'ordre. Tout est prêt ! Les urnes sont montrées, vides, aux électeurs dehors, puis sont scellées devant eux. La longue journée du scrutin peut commencer. Il est 6h09.

Notre observation nous emmène, au cours de la journée, dans 7 centres de vote sélectionnés sur la base de nos observations des jours précédents. Nous restons une petite heure dans chacun d'entre eux, assis ou debout, dans un coin d'une salle de classe. Qu'y avons-nous vu ? Des électeurs mobilisés, heureux et déterminés à voter, malgré les longues files d'attente devant certains bureaux. Il faut dire qu'en RDC, on ne consulte pas très souvent la population afin d'avoir son opinion. Des témoins de parti attentifs, parfois au nombre de 25 dans certains bureaux, prêts à dénoncer toute irrégularité ou fraude. Des policiers sérieux qui assurent la sécurité aux alentours des sites de vote. Des citoyens, peu importe leur rôle dans ce scrutin, qui se mobilisent et réagissent au quart de tour lorsqu'ils entendent une rumeur qui dit que... Des membres de bureaux de vote appliqués à la tâche, soucieux que tout se passe calmement et dans le respect des règles.

Certes, ces règles, ces mesures d'application de la loi électorale n'ont pas été respectées parfaitement partout. Nous avons observé des petites irrégularités, des manquements aux procédures légales tels qu'un secret de vote pas toujours respecté, de l'encre indélébile pas toujours bien apposée sur le pouce gauche afin qu'un électeur ne vote pas deux fois, des listes électorales manquantes, des analphabètes accompagnés derrière l'isoloir par des témoins de parti afin de les aider, etc. A nos yeux, rien d'alarmant qui ne puissent influencer ou altérer le résultat final de ces bureaux observés.

Organiser des élections démocratiques est une nouveauté en RDCongo, ce ne sont que les deuxièmes depuis 2006. Personne n'est encore habitué à toutes ces procédures strictes. On peut d'ailleurs s'interroger sur celles-ci : calquées sur des normes internationales, sont-elles réellement adaptables à la réalité congolaise ? Il est tout aussi légitime de se poser la question pour l'ensemble du processus électoral. Les nombreuses carences dont souffre le pays (infrastructures, routes, éducation, communication, etc.) amènent forcément à des irrégularités et des manquements par rapport à la loi électorale et ses mesures d'application. Toutefois, au Bas-Congo, entre Boma et Tshela, au lendemain du 28 novembre, le défi semble globalement avoir été bien relevé grâce à la mobilisation de toute la population.

### **Alors, élections transparentes et crédibles ?**

Cette question nous a été posée à de nombreuses reprises, en RDC comme en Belgique depuis notre retour. Bien qu'on ait rempli du mieux possible notre mission et qu'on ait tout vu, observateurs nationaux comme internationaux, des faiblesses, des manquements, des irrégularités, significatifs ou non, voire même des tentatives de fraude, il n'est pas possible pour nous de répondre à cette question. La limite d'une mission d'observation électorale se trouve ici. Nos observations ne sont pas suffisamment représentatives de ce qu'il s'est passé dans l'ensemble du pays pour se prononcer sur la validité du résultat final. Je n'ai, personnellement, couvert que sept bureaux de vote, durant une heure, éparpillés sur une distance de 50 km, en zone rurale, mais tout de même facilement accessibles, dans une seule province. La mission coordonnée par EurAc et AETA, à laquelle s'est associée Justice et Paix Belgique, a déjà fait part d'un certain nombre d'éléments<sup>2</sup>, positifs et négatifs, au lendemain des élections et de recommandations afin que la suite du processus se déroule de manière apaisée et que les résultats soient acceptés, dans le calme, par tous les candidats et les Congolais. Dans le courant du mois, un rapport final, compilant les commentaires ramenés des quatre coins du pays, sera produit par EurAc et AETA. Ce document ne dévoilera aucune « vérité absolue » sur le scrutin du 28 novembre et ne répondra certainement pas beaucoup plus que nous à cette question de la transparence. Il donnera des indications sur le déroulement des élections et il sera du ressort de la population congolaise, de la CENI, de la Cour suprême de Justice de juger si les résultats annoncés sont crédibles et reflètent le choix posé dans les urnes par les électeurs vivant sur l'ensemble du territoire.

Il est légitime de se demander alors à quoi servent les missions internationales d'observation électorale ? Quel est leur intérêt ? Qu'apportent-elles au final ? Aux yeux de la Commission Justice et Paix, une mission de la société civile, comme celle portée par EurAc et AETA, a tout son sens. Elle contribue à soutenir et légitimer le processus électoral et montrer au pays et à la population concernée qu'elle s'intéresse et croit en la tenue possible d'élections libres et démocratiques. Comme nous l'avons fort ressenti sur place, la présence d'observateurs renforce la confiance de la population dans le processus électoral en marche. Les électeurs

---

<sup>2</sup> Pour lire les communiqués et rapports d'EurAc : <http://eurac-network.org/accueil.php?lg=fr&pg=accueilactu>

souhaitent que d'autres yeux témoignent à leurs côtés de ce qu'ils ont vu. De plus, la présence d'observateurs – mais aussi de témoins des partis politiques – décourage la fraude électorale. Certes, les missions d'observation n'empêchent pas les violences, la fraude, les irrégularités, les intimidations ; elles dissuadent toutefois certainement plus d'un mal intentionné. On peut aussi dire qu'une mission d'observation contribue à renforcer le respect des droits de chacun des électeurs et l'accès aux urnes, dans le calme et dans la paix. Elle joue également un rôle dans la prévention des conflits engendrés par un processus électoral. Et finalement, une mission d'observation offre à la population des données objectives et des analyses des observations réalisées sur le terrain avant, pendant et après les élections, afin que les citoyens puissent juger eux-mêmes de la crédibilité de leur scrutin.

Justice et Paix avait déjà participé, en 2010, à une observation des élections au Burundi et continuera à l'avenir, dans la mesure du possible, à s'investir dans de telles missions.

### **Et maintenant ?**

À l'heure où nous écrivons ces lignes<sup>3</sup>, Joseph Kabila a été proclamé vainqueur « provisoire » des élections présidentielles par la CENI avec près de 49% des suffrages, contre 32% pour son opposant principal Etienne Tshisekedi<sup>4</sup>. Vital Kamerhe et Léon Kengo wa Dondo terminent respectivement 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup>, loin derrière les deux précédents.

L'annonce de la victoire de Kabila a provoqué de nombreux remous en RDCongo. Tshisekedi a rapidement réagi et rejeté catégoriquement ces résultats, tout comme les autres candidats principaux, et s'est autoproclamé « président élu de la République démocratique du Congo ». Craignant que le pays ne bascule dans la violence et le chaos général, les forces de sécurité congolaises ont massivement investi les rues de Kinshasa et des autres grandes villes. Les manifestations et autres rassemblements publics ont été durement réprimés – on parle de plusieurs morts dans le pays – et le Ministre de l'Intérieur, au nom du maintien de l'ordre, a suspendu à plusieurs reprises le service de messages SMS sur l'ensemble du territoire. Justice et Paix s'inquiète de ces dérives : la sécurité des citoyens doit être assurée, certes, mais la population devrait avoir le droit de partager ses impressions et d'exprimer son désaccord. Il existe actuellement très peu de place dans l'espace public pour que les citoyens puissent faire entendre leur voix. La société civile, de plus en plus dynamique et organisée, aurait, elle aussi, un rôle primordial à jouer, si on lui en donnait les moyens, qu'on l'écoutait et, surtout, qu'on permettait à ces femmes et ces hommes de travailler sans risquer leur vie. Malheureusement, l'assassinat, la nuit du 10 décembre, du secrétaire de la coordination territoriale de la société civile du territoire de Rutshuru (Nord-Kivu) démontre que ce n'est pas encore le cas. L'un des défis majeurs que nous voyons pour le futur gouvernement congolais sera de trouver une place pour que la société civile et les citoyens puissent s'exprimer, mais aussi pour que l'opposition puisse réaliser son travail. Selon les résultats proclamés par la CENI, Kabila a gagné, certes, mais Tshisekedi a réalisé un score suffisamment important pour revendiquer une place légitime dans la vie politique congolaise de ces cinq prochaines années. À lui aussi de la saisir.

La Commission Justice et Paix francophone de Belgique encourage les différentes parties impliquées dans ces élections à faire preuve de maturité et de respect, en RDC comme ailleurs. Les troubles et les violences qui ont touché Bruxelles – mais aussi Londres, Paris ou

---

<sup>3</sup> Le jeudi 15 décembre 2011

<sup>4</sup> La Cour suprême de Justice annoncera le nom du vainqueur définitif le 20 décembre, après avoir examiné d'éventuels contentieux des résultats.

encore le Cap – ces derniers jours l’interpellent. Elle invite les membres de la diaspora congolaise et les autres citoyens mécontents à faire entendre leur voix de manière pacifique et constructive.

Elle tient aussi à rappeler à la population, à la CENI, au gouvernement congolais ainsi qu’à la Communauté internationale, que le processus électoral ne s’achève pas avec la proclamation du nom du nouveau président de la République. Elle recommande à la CENI de continuer le processus de compilation des résultats des élections législatives de manière transparente et crédible afin que les 500 députés nationaux qui siégeront à l’Assemblée nationale soient les vainqueurs des urnes.

Enfin, Justice et Paix appelle les différents acteurs investis dans le processus électoral, et notamment la Communauté internationale, à déjà se tourner vers les prochaines échéances et se mobiliser pour que les élections provinciales prévues en mars 2012, et les élections locales début 2013, s’organisent de manière crédible et transparente, avec autant d’engouement et de volonté que celles du 28 novembre. Elles seront l’occasion pour la CENI, fortement critiquée ces derniers mois, de prouver qu’elle est une commission crédible et compétente.

Une démocratie ne se construit pas en un jour, elle est le résultat d’un travail de longue haleine. Nous encourageons donc nos partenaires congolais ainsi que l’ensemble de la société civile et la CENI à poursuivre leur travail indispensable d’éducation civique pour que le processus électoral aille jusqu’à son terme avec le soutien de la population. Alors seulement, lorsque tous les scrutins auront eu lieu, on pourra dire que la République démocratique du Congo est sur la bonne voie pour devenir une démocratie participative...

Annabel Maisin  
Chargée de projets à Justice et Paix  
Décembre 2011